



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

**11 Laurier/11,rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**THIS PROCUREMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT**

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Parliamentary Precinct Division/Acquisitions de la Cité
parlementaire
222 Queen Street / 222, rue Queen
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet A et G, DGCP-Complexe parlementaire	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP750-182231/B	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client EP750-182231	Date 2018-09-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PPS-021-26904	
File No. - N° de dossier 021pps.EP750-182231	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-09-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bennett, Adrian	Buyer Id - Id de l'acheteur 021pps
Telephone No. - N° de téléphone (613) 990-3849 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC / TPSGC Operations - Parliament Hill Opérations - Terrain Colline Parlementaire Wellington St, Ottawa K1A0A6	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

La présente modification sera présentée en deux parties comme suit :

1. Questions et réponses
2. Révisions de la demande de propositions

PARTIE UN : QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 1 :

En ce qui concerne le volet 3 (architecte-conseiller), Expérience obligatoire (critère obligatoire article 4) – Compte tenu des projets AFPS, les DB/P3 (architectes-conseillers) dans le secteur du marché de l'aménagement des locaux sont peu nombreux et ne sont pas si répandus. Nous demandons donc à SPAC d'élargir les critères pour prendre en compte les expériences pertinentes acquises avec des types de bâtiments/installations comparables (similaires en étendue et en complexité, c.-à-d. hôpitaux, tribunaux et autres installations similaires). Nous voudrions que SPAC confirme que ces types de bâtiments/installations comparables pertinents soient inclus dans les critères et évalués de manière équitable.

Réponse n° 1 :

Se reporter à la modification 3 – Réponse à la question 15.

Question n° 2 :

En tant qu'experts-conseils en patrimoine, sommes-nous tenus de détenir une attestation de sécurité d'installation et une attestation de sécurité d'installation ADR et TI?

Réponse n° 2 :

Le proposant et les spécialistes sous-experts-conseils relevés dans l'EPEP 3.1.5 1)a., qui comprend le spécialiste en patrimoine, sont tenus d'avoir une attestation de sécurité d'installation de niveau Secret avant l'attribution du contrat.

Question n° 3 :

La DP nous permet-elle d'être parrainés avant l'attribution du contrat par l'expert-conseil principal (ou par le gestionnaire de projet de SPAC) pour mettre à niveau nos autorisations de sécurité?

Réponse n° 3 :

L'autorité contractante parrainera les parties intéressées pour les autorisations de sécurité dans le cadre de ce processus. L'obtention des autorisations de sécurité peut être un long processus; par conséquent, TPSGC recommande aux fournisseurs intéressés de demander les autorisations de sécurité appropriées dès que possible en utilisant le Formulaire de demande d'enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé accessible à l'adresse suivante :

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/formulaires-forms/esosp-psos-fra.html>

TPSGC ne peut pas garantir que l'enquête de sécurité demandée sera achevée avant la date de clôture des soumissions; se reporter à la réponse 24 pour de l'information sur les calendriers estimés.

Le Canada ne retardera pas l'attribution du contrat pour permettre au proposant, aux experts-conseils sous-traitants ou au personnel d'obtenir l'attestation de sécurité nécessaire détaillée à l'EPEP 3.1.5.

Question n° 4 :

Est-il nécessaire d'obtenir une cote d'accès à l'établissement pour les employés **avant** l'attribution du contrat?

Réponse n° 4 :

Non.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Question n° 5 :

Selon notre examen de la DP, il semblerait que le client recherche des entreprises pour établir une coentreprise afin de satisfaire aux exigences obligatoires pour l'ensemble des trois volets. Le client accepterait-il une association d'experts-conseils avec un expert-conseil principal plutôt qu'une coentreprise afin de satisfaire aux exigences obligatoires? Notez qu'une association fait référence à une structure organisationnelle au sein de laquelle les entités collaborent sans incorporation, alors que la coentreprise permet de mettre en place un accord établissant la participation individuelle aux bénéfices, aux responsabilités et à la gouvernance qui représentent du temps et une charge importante sur le plan administratif. Si la coentreprise est incorporée, des coûts supplémentaires sont à prévoir.

Réponse n° 5 :

Dans le cas d'une association d'experts-conseils avec un expert-conseil principal, le comité d'évaluation considérera que seul l'expert-conseil principal est le proposant.

Question n° 6 :

Section 3.1.5, Exigences de sécurité à la page 5 de 41, il est clairement stipulé que ...« le non-respect des exigences (relatives aux informations de sécurité) rendra la proposition non recevable. Le Canada ne retardera pas l'octroi du contrat pour permettre au proposant d'obtenir la cote de sécurité requise. » À la réunion d'information avec les proposants, il a été clarifié que le proposant, les sous-experts-conseils/les spécialistes et les chefs de discipline clé n'ont pas besoin d'autorisation de sécurité à la clôture des soumissions et que SPAC obtiendrait toute autorisation de sécurité à l'attribution du contrat. Ces deux énoncés semblent se contredire. Veuillez préciser.

Réponse n° 6 :

Les exigences de sécurité détaillées à l'EPEP 3.1.5 doivent être satisfaites avant l'attribution du contrat tel qu'il est stipulé dans la DP. Des autorisations de sécurité supplémentaires nécessaires pour exécuter le mandat du contrat conformément à la CS1 pourraient être sollicitées après l'attribution du contrat. Voir également la section IP6 relative aux autorisations de sécurité et aux autorisations de tâches.

Question n° 7 :

En ce qui concerne la production de détails supplémentaires dans les 60 jours suivant l'attribution du contrat, et la mise en œuvre du plan de participation autochtone (PPA), SPAC pourrait-il clarifier le fait que la préparation du PPA est considérée comme des services du volet 2 ou du volet 3 en fonction d'une autorisation de tâche? Si la mise en œuvre du PPA proposée par le proposant a une incidence sur le volet 1, cet aspect devrait-il demeurer dans les frais fixes? Veuillez confirmer.

Réponse n° 7 :

La mise en œuvre de l'ébauche du plan de participation autochtone (PPA), du rapport annuel sur le PPA ainsi que de l'élaboration d'un PPA final ne sera pas rémunérée de manière indépendante. Selon le PPA finalisé, le Canada pourrait négocier un programme d'incitatifs; le type/la valeur seront établis à la discrétion de la Couronne et feront l'objet d'une négociation après l'attribution du contrat.

Question n° 8 :

En préparation de l'entrevue et afin de réserver des dates à l'avance, SPAC pourrait-il préciser la date (semaine) de l'entrevue et indiquer si des membres clés du personnel sont tenus de participer en tant que l'un des quatre participants obligatoires?

Réponse n° 8 :

La date de l'entrevue sera confirmée une fois que la date de clôture de contrat sera définitive. Conformément à la section 4.2 de l'EPEP, les présentateurs doivent être du personnel faisant partie de l'équipe d'experts-conseils du volet 1 et comprendre des personnes qui présenteront/assureront la direction au cours de l'élaboration et de la mise en place du projet. Il appartient au proposant de déterminer qui sont ces personnes.

Question n° 9 :

En préparation de l'entrevue, SPAC peut-il permettre à cinq employés d'assister?

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Réponse n° 9 :

Un maximum de quatre (4) représentants par proposant sera autorisé.

Question n° 10 :

Afin de préparer un prix fixe pour le volet 1, SPAC pourrait-il fournir des détails supplémentaires et les exigences pour le plan de mobilisation national?

Réponse n° 10 :

Il appartient au proposant de proposer un plan de mobilisation du public de portée nationale avec le coût associé à la mise en œuvre du plan. Veuillez noter que l'ébauche du plan de mobilisation du public est évaluée dans le cadre de la proposition technique quant à son ingéniosité, à sa créativité et à son exhaustivité selon la section 3.5.1 de l'EPEP.

Question n° 11 :

En ce qui concerne le Projet coté 1 au Projet coté 6, cela porte sur des projets présentant des valeurs de construction « en dollars de 2017 ». SPAC pourrait-il fournir le tableau d'acheminement qui précise les facteurs que vous employez pour cet acheminement?

Réponse n° 11 :

Voir la révision à la Partie 2 pour le tableau d'acheminement à utiliser.

Question n° 12 :

En ce qui concerne les Projets cotés 1 du volet 1, nous recommandons fortement à SPAC d'inclure les municipalités comme « clients institutionnels » pertinents dans le cadre d'une « configuration sous forme de complexe », étant donné que les municipalités possèdent diverses propriétés qui doivent résoudre des problèmes tels que les problèmes d'emploi, de campus en milieu de travail et de sécurité couvrant de grands centres urbains avec une interaction directe et une incidence sur les institutions et entités publiques avoisinantes très semblables à la Colline du Parlement et à la VPLT.

Réponse n° 12 :

Il est confirmé que les municipalités sont considérées comme des clients institutionnels.

Question n° 13 :

En ce qui concerne toutes les matrices de notation, nous voudrions une clarification sur la manière dont SPAC envisage de noter les projets et les personnes. À titre d'exemple, Projet coté 1 à la page 11 de 41, la catégorie « Pertinence » à 100 % vaut 15 points par projet. Dans cette catégorie, il y a quatre aspects clairement indiqués auxquels il faut satisfaire pour obtenir la note de 100 %.

Question : SPAC cotera-t-il chacun des quatre aspects sur 3,75 (15 points/4)? Si, par exemple, trois des quatre points obtiennent la cote de 100 % et que l'un de ces points n'est pas satisfait, mais est satisfait dans la catégorie des 80 %, la cote du proposant pour cet aspect sera-t-elle réduite à 80 % de 3,75 ou une cote de trois pour ce point? Cela donnerait une cote globale pour la catégorie « Pertinence » du Projet coté 1 de $(3 \times 3,75) + 3 = 14,25$ sur les 15 points possibles? Ou la catégorie entière vaudra-t-elle 15 points, à 80 % avec une cote de 12? Ou SPAC cotera-t-il d'une manière différente?

Réponse n° 13 :

La méthode de cotation qui sera employée par TPSGC pour évaluer les exigences cotés dans l'EPEP 3.2 est une méthode optimale. Se reporter à l'EPEP 3.2. Un tiers indépendant agissant comme surveillant de l'équité a été embauché pour garantir l'équité et la cohérence.

Question n° 14 :

En ce qui concerne DP 4.1.2 Volet 1 Services d'experts-conseils, la DP exige que nous assurions des services de traduction. En raison des quantités inconnues de traduction et du calendrier potentiel du projet, nous ne sommes pas en mesure d'obtenir des coûts fermes fixes pour les traductions. Étant donné que cela a peu d'incidence sur la capacité d'une équipe à effectuer le travail et qu'il a été stipulé à

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

la réunion d'information avec les proposants que les soumissionnaires sont fortement encouragés à NE PAS sous-estimer leurs frais et taux horaires, nous recommandons fortement que les coûts de traduction correspondent à un montant de débours au contrat. Comme alternative, veuillez fournir une étendue fixe des travaux/livrables pour lesquels les spécialistes en traduction présentent une offre.

Réponse n° 14 :

En ce qui concerne le volet 1, l'étendue des travaux et les livrables ont été fournis dans le cadre de l'énoncé du projet, notamment les documents devant être traduits. Sur cette base, le coût de la traduction est inclus dans les frais fixes requis pour effectuer tout le travail associé au volet 1.

Question n° 15 :

En ce qui concerne le prix des services de l'EPEP 6, page 39 de 41, vous indiquez que les prix seront combinés et que « toute proposition de prix supérieure de 25 % par rapport au prix moyen...sera rejetée... » et irrecevable. Dans l'exemple fourni, le prix total des propositions est de 47 700 000 \$ et le prix moyen des quatre propositions est de 11 925 000 \$. Un montant 25 % supérieur à ce prix moyen correspond à 14 906 250 \$. Par conséquent, la proposition D sera jugée irrecevable. Veuillez confirmer.

Réponse n° 15 :

Confirmé.

Question n° 16 :

En ce qui concerne le prix des services de l'EPEP 6, page 39 de 41, et en ce qui concerne la séance d'information avec les proposants au cours de laquelle M. Bennett a fortement découragé les proposants de sous-estimer les frais, je suggère que votre formule qui consiste à ne juger irrecevables que les soumissions supérieures de 25 % au-dessus des prix moyens soumis est en contradiction avec la déclaration faite à la réunion d'information avec les proposants. La formule appropriée pour éviter de sous-estimer les prix, et que nous recommandons, seraient de juger irrecevable toute soumission 25 % inférieure au prix de soumission moyen. Veuillez en tenir compte et indiquer si une modification à la formule d'évaluation se justifie.

Réponse n° 16 :

TPSGC ne jugera pas irrecevables les propositions au prix le plus bas. TPSGC, à sa seule discrétion, peut vérifier le temps et le système d'enregistrement du temps des experts-conseils, notamment afin de s'assurer que les taux, lorsqu'ils sont bas, ne sont pas établis au moyen de niveaux d'efforts irréalistes.

Question n° 17 :

En ce qui concerne DP 4.1.2 Volet 1 – Services d'experts-conseils, nous notons que l'inclusion de services de génie géotechnique et de génie environnemental est requise. Notez que l'Ordre des architectes de l'Ontario déconseille vivement de faire exécuter ces services par des architectes de l'Ontario étant donné que notre assurance ne couvre pas la responsabilité de ces spécialistes. Nous recommandons que SPAC prenne en charge ces spécialistes séparément.

Réponse n° 17 :

Des services de génie géotechnique et environnemental sont requis conformément à la DP actuelle.

Question n° 18 :

En ce qui concerne l'Appendice C – Formulaire de proposition de prix, tableau des taux horaires :

- a. Nous constatons que le regroupement des diverses disciplines représente un défi pour trouver un taux horaire pondéré que tout le monde puisse accepter. SPAC peut-il envisager de réviser la feuille des taux horaires pour permettre des groupes plus petits de disciplines?
- b. La colonne des heures estimées est fixée à 1 000 heures pour tout le monde. Cela ne permet pas de déterminer l'importance ni de se faire une idée des personnes qui seront tenues de fournir plus de services que les autres. Est-ce l'intention du formulaire de soumission?

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

- c. Le fait d'exiger un taux horaire fixe pour tout le monde qui inclut les déplacements et tous les débours pour un groupe important d'experts-conseils présente de nombreuses difficultés. Une nouvelle fois, pour faire en sorte que personne ne sous-estime ses frais ou n'utilise la tactique d'« appât et de substitution », nous recommandons vivement que SPAC ne fasse pas des frais de déplacement une composante concurrentielle dans le cadre de la présente soumission et verse plutôt les frais de déplacement séparément en s'appuyant sur les normes du Conseil du Trésor, en particulier pour les services des volets 2 et 3, en raison des étendues des travaux peu précises. Cela permettra à tous les proposants de présenter une offre sur un pied d'égalité et de s'assurer que l'expertise éventuelle des autres provinces assistera aux réunions nécessaires et fournira l'apport nécessaire lorsque SPAC et l'équipe le souhaiteront.

Réponse n° 18 :

- a. Aucune modification pour le moment.
b. Exact.
c. Les taux horaires fixes doivent inclure les temps et frais de déplacement, lesquels ne seront pas remboursés séparément. Se reporter à R1230D (28-01-2016), GC 5.12 – Débours.

Question n° 19 :

SPAC pourrait-elle permettre à tous les soumissionnaires d'accéder à la présentation PowerPoint des proposants?

Réponse n° 19 :

Se reporter à la modification 3 – réponse à la question 7.

Question n° 20 :

En ce qui concerne la page 12 de 41, Échelle du Projet coté 1, catégorie Gestion de projet sous la colonne 100 %, le second critère indique que « *l'équipe multidisciplinaire était composée d'au moins 6 spécialistes de discipline clé figurant dans la présente DP à la section 3.1.2.b* ». Le troisième critère dans cette même catégorie Gestion de projets stipule ensuite qu'« *au moins une des entités de sous-experts-conseils ...sont...du personnel précisé dans la DP [référence 3.1.2 b) et 3.1.2 c]* »
Question : veuillez confirmer qu'il faut obtenir 100 % des points pour la catégorie Gestion de projets pour le Projet coté 1; notre projet n'a pas besoin d'avoir les mêmes six spécialistes de discipline clé d'équipe désignés ou entreprises que nous avons proposées pour ce projet; au contraire, il faut démontrer la complexité du projet par la gestion d'au moins six des mêmes spécialistes de discipline figurant à la section 3.1.2 b).

Réponse n° 20 :

C'est exact, pour obtenir 100, le projet nécessite la participation de six des disciplines mentionnées (c.-à-d. pour démontrer la capacité en GESTION). En outre, tel qu'il est stipulé, au moins un des sous-experts-conseils du projet cité en référence ou une des personnes clés du projet doit être précisé ou faire l'objet d'un renvoi dans 3.1.2 b et c.

Question n° 21 :

En ce qui concerne la page 17 de 41, Échelle du Projet coté 1, catégorie Pertinence, colonne 100 %, le troisième critère indique que « *la valeur de construction du projet dépasse considérablement 50 millions de dollars (dollars de 2017)* ». Le dictionnaire définit « considérablement » comme suit : « beaucoup, de façon notable » SPAC pourrait-il clarifier ce qu'il entend par « beaucoup, de façon notable »?

Réponse n° 21 :

Voir la révision à la partie 2 de la modification.

Question n° 22 :

En ce qui concerne l'appendice A, article VIII Sous-experts-conseils/spécialistes, génie civil, alignement sur 3.1.2 b) à la page 3 de 41, et non sur 3.1.2 c) 13. Disciplines clés à la page 4 de 41, qui précise la

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

personne clé comme étant l'ingénieur principal des transports. Cela est-il correct ou cette discipline clé et la personne clé doivent correspondre? Veuillez confirmer.

Réponse n° 22 :

L'ingénieur civil principal et l'ingénieur principal des transports sont deux rôles distincts. Parmi les deux, seul l'ingénieur principal des transports est évalué dans le cadre de l'EPEP 3.1.2 c).

Question n° 23 :

Il a été fait mention à la réunion des soumissionnaires que les sous-experts-conseils qui n'ont pas besoin d'autorisation de sécurité à la conclusion du contrat peuvent être parrainés par TPSGC par la suite. Je voudrais simplement confirmer que cela est correct et que ces sous-experts-conseils sont du personnel *non* désigné dans le tableau des pages 5 et 6 à la section ES3 : Exigences de présentation et évaluation des propositions.

Réponse n° 23 :

Les autorisations de sécurité qui sont requises pour exécuter le mandat du contrat et qui ne sont pas précisées dans l'EPEP 3.1.5 pourrait être sollicitées après l'attribution du contrat.

Question n° 24 :

Nous avons plusieurs partenaires de coentreprise potentiels qui sont intéressés par le projet, mais qui n'ont qu'une autorisation de sécurité provinciale à ce stade-ci. S'ils demandaient l'attestation de sécurité d'installation de niveau Secret et la cote de sécurité de niveau Secret cette semaine, seraient-ils en mesure d'obtenir une autorisation à temps pour l'attribution du contrat?

Réponse n° 24 :

Pour obtenir des informations sur les autorisations de sécurité, consultez la page Web suivante : <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/enquete-screening-fra.html#s3>. Cette page indique que la durée du processus d'enquête dépend de plusieurs facteurs, notamment de l'exhaustivité des renseignements donnés dans les formulaires et de la complexité de l'enquête requise; cependant, les délais estimés des vérifications d'organisation sont les suivants :

- Vérification d'organisation désignée : jusqu'à 6 mois
- Attestation de sécurité d'installation : 6 mois ou plus

L'enquête sera plus longue si des attestations de sécurité matérielle supplémentaires sont requises.

Question n° 25 :

Si l'expert-conseil principal est composé de partenaires de coentreprise, les membres proposant de la coentreprise doivent-ils tous avoir une attestation de sécurité d'organisation? Les membres conjoints peuvent-ils être tous couverts sous un numéro d'attestation de sécurité d'organisation?

Réponse n° 25 :

Si le Proposant est une coentreprise, tous les membres de la coentreprise doivent respecter les Exigences relatives à la sécurité indiquées sous EPEP3.1.5 avant l'octroi du contrat ou la Coentreprise elle-même doit respecter les Exigences relatives à la sécurité indiquées sous EPEP3.1.5 avant l'octroi du contrat.

Question n° 26 :

Prévention de conflit d'intérêts

L'avis d'intérêt paru en janvier dernier comportait la clause suivante relative aux potentiels conflits d'intérêts :

« Afin de protéger l'intégrité des processus d'approvisionnement futurs, le Canada peut rejeter les propositions de l'expert-conseil, des sous-experts-conseils principaux du volet 3 et des spécialistes du présent contrat (consulter l'annexe 1 sous le volet 3 pour obtenir des

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

précisions) pour des projets futurs qui emploient les services de l'architecte-conseiller du volet 3. De l'avis du Canada, les services pourraient donner l'impression d'un avantage injuste, étant donné le rôle spécialisé de l'architecte-conseiller. »

a. Nous n'avons pas retrouvé cette clause dans l'appel d'offres. Est-elle toujours d'actualité? Le cas échéant, pourriez-vous SVP en préciser (clarifier) la portée?

b. En complément de ma première question transmise ce jeudi 9 août portant sur les conflits d'intérêts potentiels, auriez-vous l'obligeance de nous indiquer si cette clause, le cas échéant, s'appliquerait aussi aux ingénieurs (toutes spécialités confondues)?

Réponse n° 26 :

Se reporter à la modification 3 – réponse à la question 3.

Question n° 27 :

Plan de participation autochtone (PPA)

Dans les exigences de présentation et d'évaluation des propositions (page 38 de 45), il est question d'un « Plan de participation autochtone » (PPA).

Est-ce que ce Plan (PPA) s'inscrit dans le Plan de mobilisation du public, mentionné à la page 50 de l'énoncé de projet, ou doit-il faire l'objet d'un document et d'une stratégie distinctes?

Réponse n° 27 :

Il s'agit d'un document et d'une stratégie distincts.

Question n° 28 :

Mobilisation des autochtones

À la page 48 de l'Énoncé de projet, il est mentionné que l'expert-conseil doit proposer 5 ateliers bilingues d'une journée, comprenant des discussions avec les communautés autochtones.

- a.) Est-ce que ces 5 ateliers visent uniquement la participation des autochtones ou sont-ils ouverts à tous ?
- b.) Est-ce que ces 5 ateliers s'inscrivent dans le Plan de participation autochtone (PPA) ?

Réponse n° 28 :

- a. Participants autochtones uniquement.
- b. Non.

Question n° 29 :

Sommets de planification

À la page 50 de l'Énoncé de projet, il est mentionné que l'expert-conseil doit planifier, coordonner et animer trois sommets de planification, qui doivent chacun cibler un groupe spécifique. Par ailleurs, il est mentionné qu'un de ces sommets sera public.

- a.) Outre les jeunes, est-ce que d'autres groupes spécifiques ont été identifiés ou est-ce à la discrétion de l'expert-conseil ?
- b.) Est-ce que nous devons comprendre que les deux autres sommets seront sur invitations seulement ?
- c.) Le cas échéant, comment la participation pancanadienne est-elle envisagée pour ces sommets ? Quelles sont les attentes à cet effet?

Réponse n° 29 :

- a. Le plan de mobilisation du public doit atteindre le plus grand nombre de Canadiens possibles au Canada.
- b. Deux des trois sommets fonctionnent par invitation uniquement. Il appartient à l'expert-conseil de proposer une stratégie de participation du public dans le cadre du plan de mobilisation du public. Se reporter à la réponse 11.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Question n° 30 :

Nombre de rencontres / ateliers

À plusieurs endroits dans la section des Services requis dans l'Énoncé de projet, le nombre de rencontres mentionné dans le texte diffère du nombre de rencontres mentionné dans le tableau des produits livrables. Par exemple, dans les livrables de l'étape 4 (cf. p.60 et 61), le tableau des livrables fait mention de 5 ateliers alors que dans le texte on parle de 2-3 ateliers sur la sécurité, 3 ateliers sur le plan d'aménagement paysager, 3 ateliers sur le plan de la salle des pas perdus, 2 ateliers sur l'accessibilité universelle (total minimum de 11 ateliers).

Quelle information a préséance entre le texte et le tableau ?

Réponse n° 30 :

Voir la partie 2. Cinq ateliers devraient être consacrés à l'élaboration des options. Outre ces cinq ateliers, l'expert-conseil dirigera des ateliers distincts pour élaborer les études justificatives sur la sécurité, le plan d'aménagement paysager, le plan des lieux de confluence et l'accessibilité universelle. Le nombre total d'ateliers comprendra l'élaboration des options et l'élaboration des études justificatives.

Question n° 31 :

Expérience du visiteur

Une des orientations stratégiques p.12 de l'énoncé de projet vise à « enrichir l'expérience du visiteur ». De plus, il est noté à la page 54 de l'énoncé de projet que « l'exigence relative à l'expérience du visiteur exigera la consultation d'un groupe plus vaste comprenant les partenaires parlementaires, le ministère du Patrimoine canadien, les intervenants, le public, les collectivités autochtones et des groupes d'intérêt spéciaux ». Le produit du livrable à cet effet au tableau p. 56 mentionne une étude de cas.

- a.) Pourriez-vous être plus explicite sur les attentes relatives à cette étude de cas?
- b.) Pour définir l'expérience du visiteur, devons-nous prévoir des études de satisfaction, des études de cas ou autres au mandat ?
- c.) Est-ce que cette étude de cas est à prévoir en plus des 5 ateliers (autochtones) et des 3 sommets ?

Réponse n° 31 :

a. L'étude de cas doit donner des indications sur les recommandations des experts-conseils sur les nouvelles normes, lignes directrices et pratiques exemplaires relatives à l'expérience des visiteurs.

b. Il appartient à l'expert-conseil de proposer comment cette exigence de projet sera satisfaite.

c) Exact.

Question n° 32 :

Séance d'information publique

Les étapes 4.1, 5 et 6 du volet 1 prévoient une séance d'information publique. Or, il n'est pas fait mention aux produits livrables de rapport de consultation ou de rencontre.

Est-ce que nous devons prévoir ce livrable aux 3 étapes ?

Réponse n° 32 :

Exact.

Question n° 33 :

En page 146/346, l'on indique que : « *L'expert-conseil doit fournir des services complets d'architecture, d'ingénierie et spécialisés, par*

l'entremise d'une expertise interne ou de spécialistes, ou d'une combinaison des deux, dans les domaines suivants ». L'on fait état au tableau qui suit (P.147/346) d'une expertise en « Affaires autochtones ».

Quel est le profil attendu à cet égard (juriste...)?

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Réponse n° 33 :

L'expertise autochtone citée en référence dans l'énoncé de projet et, en particulier, le spécialiste en affaires autochtones, devraient inclure une grande diversité de services nécessaires pour appuyer les objectifs du projet et, en particulier, pour garantir l'interface adéquate avec divers groupes d'intérêt autochtones.

L'expertise autochtone mentionnée dans l'EP, et plus particulièrement le spécialiste des affaires autochtones, devrait comprendre un éventail de personnes ressources nécessaires pour appuyer les objectifs du projet durant sa réalisation et, spécifiquement, pour assurer une interface adéquate avec les divers groupes d'intérêts autochtones.

Question n° 34 :

EPEP 3 : Section 3.1.2, c) relève les principaux sous-experts-conseils/entreprises spécialistes et les personnes de discipline clés; cependant, les rôles énumérés ne correspondent pas aux tableaux de la section 3.1.5 Exigence de sécurité et à la liste des personnes de la section 3.4. TPSGC pourrait-il clarifier les rôles requis pour ce projet?

Réponse n° 34 :

Les personnes de discipline clé figurant aux sections 3.1.2 c) et 3.4 représentent les personnes qui seront évaluées dans le cadre de la note technique cotée sous les sections Projet coté 1 à Projet coté 3 (projets cotés) et les sections CT1 à CT3 (critère technique).

La section 3.1.5.b traite en particulier des attestations de sécurité qui, en raison de la nature des travaux, s'étendent à d'autres membres de l'équipe multidisciplinaire, en plus de ceux qui sont évalués et cotés dans le cadre des sections Projet coté 1 à Projet coté 3 et CT1 à CT3.

Question n° 35 :

Section 3.5.2 Compréhension du projet pertinente pour le volet 3. TPSGC pourrait-il confirmer si cela doit être « pertinent pour les volets 2 et 3 » qui sont tous les deux des éléments architecturaux. Si tel est le cas, le tableau de la section 4.1 Cote technique doit être modifié pour indiquer « 3.3.5 CT3 Compréhension du projet – Volets 2 et 3 ». Veuillez préciser.

Réponse n° 35 :

La section 3.5.2 ne passera en revue que la compréhension du projet pertinente pour le volet 3.

La section 3.5.2 n'examinera que la compréhension du projet par rapport au volet 3.

Question n° 36 :

TPSGC pourrait-il envisager une prolongation de trois semaines prenant en compte la fin de semaine de la fête du Travail, les vacances et le temps nécessaire pour monter une équipe pour un projet de cette ampleur?

Réponse n° 36 :

Voir la modification 4.

Question n° 37 :

Compte tenu du fait que les membres de l'équipe proposée (ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité avec leurs entreprises individuelles détenant une cote de sécurité) auront des cotes de sécurité de niveau Secret, veuillez confirmer que la coentreprise proposante formée pour cette occasion n'a pas besoin de son propre numéro de sécurité ministérielle/DSIC.

Réponse n° 37 :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 25.

Question n° 38 :

Concernant le volet 2 (Services généraux d'architecture et de génie) Expérience obligatoire, un critère de réussite ou d'échec exige que le projet soit achevé au nom d'un ministère du gouvernement fédéral.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

SPAC pourrait-il confirmer qu'un ministère du gouvernement fédéral d'un autre ordre de gouvernement semblable (p. ex., la *General Services Administration* du gouvernement fédéral des États-Unis) satisfait à cette exigence?

Réponse n° 38 :

Le ministère du gouvernement fédéral comprend des équivalents de niveau fédéral dans des pays autres que le Canada.

Question n° 39 :

Nous réagirons à cette DP comme sous-expert-conseil. Nous comprenons que nous sommes responsables, comme entreprise, de protéger les renseignements personnels de nos employés, p. ex. les dates de naissance. Nous faisons partie d'une équipe multidisciplinaire et, par conséquent, nous soumettrons nos renseignements à un proposant dans un premier temps, qui les transmettra ensuite à SPAC. Divers membres d'équipe du proposant auront par conséquent accès aux renseignements personnels protégés. En tant que solution de remplacement, un addenda peut être émis pour clarifier que seuls les numéros de DSIC de nos employés sont nécessaires avec leurs noms.

Réponse n° 39 :

Appendice F modifiée à la partie 2.

Question n° 40 :

La DP exige également que nous identifions le niveau de sécurité, que nous ne devons pas fournir selon la DSIC, mais SPAC peut au contraire obtenir les renseignements nécessaires à partir du numéro de DSIC fourni. Nous pouvons fournir une déclaration générale indiquant que la personne détient le niveau requis ou un niveau supérieur. Veuillez fournir un addenda.

Réponse n° 40 :

Appendice F modifiée à la partie 2.

Question n° 41 :

Étant donné l'envergure de cet appel d'offres et l'éventuelle restriction à soumissionner sur des projets connexes au présent mandat (question posée dans un précédent courriel), nous nous demandions s'il était possible de soumissionner sur le Volet 1 uniquement ? De nombreux potentiels partenaires en architecture hésitent à soumissionner à cause de ces aspects. Ceci nous permettrait ainsi de réunir une équipe hautement qualifiée et dont les forces correspondraient parfaitement aux services requis au Volet 1.

Réponse n° 41 :

Non.

Question n° 42 :

Si la possibilité de soumissionner au seul Volet 1 n'est pas possible, est-il possible que les services en architecture soient fournis par différentes firmes : une pour le Volet 1 et une autre pour les Volets 2 et 3 ?

Réponse n° 42 :

Les fournisseurs intéressés peuvent décider d'établir un partenariat avec d'autres entreprises de la coentreprise pour offrir la gamme complète de services requis du proposant dans la DP, notamment les volets 1, 2 et 3.

Question n° 43 :

Enfin, en vue de répondre au mieux à cet appel d'offres et de constituer la meilleure équipe possible, nous nous demandions s'il était possible d'obtenir un report de date de 2 semaines ?

Réponse n° 43 :

Voir la modification 4.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Question n° 44 :

Dans le cadre de la formation de notre équipe, nous avons une question:

Est-ce que les membres de l'équipe (experts et sous-experts) seront autorisés à proposer leurs services pour des projets futurs reliés, directement ou indirectement, au présent mandat ?

Réponse n° 44 :

Se reporter la modification 3 – réponse à la question 3.

Question n° 45 :

Nous avons un certain nombre de projets qui sont extrêmement pertinents pour le processus de demande de proposition (et représenteraient une forte valeur ajoutée pour le Canada), mais certains d'entre eux sortent du cadre de la fenêtre des 10 ans. Le Canada augmentera-t-il la durée des projets admissibles pour une prise en considération jusqu'à 15 ans?

Réponse n° 45 :

Le calendrier des projets admissibles demeure inchangé.

Question n° 46 :

Certains membres d'équipe ont des contrats et des offres à commandes avec le Canada dans le domaine du travail prospectif. Sur cette base, des entreprises sont-elles exclues de la participation à cette DP?

Réponse n° 46 :

Se reporter à la modification 6 – réponse à la question 8.

Question n° 47 :

Nous comprenons que l'expert-conseil principal sera exclu de la possibilité de soumettre des projets en réponse aux documents sur la spécification du rendement préparés dans le cadre du volet 3. Il ne semble pas raisonnable que cette restriction s'applique à l'intégralité de l'équipe des sous-experts-conseils – mais ce n'est pas clair dans la DP. Veuillez clarifier qui sera exclu des travaux futurs dans le domaine de projet associé au volet 3 à la suite de l'acceptation de ce contrat.

Réponse n° 47 :

Se reporter à la modification 3 - réponse à la question 3.

Question n° 48 :

3.3.1 relève un total de 3 projets. Y en a-t-il 3 par discipline (aménagement urbain, architecture du paysage), soit un total de 6? Ou appartient-il à l'équipe de choisir les 3 meilleurs projets parmi ces deux disciplines pour cette section?

Réponse n° 48 :

Un total de 3 projets sera évalué.

Question n° 49 :

3.3.2 relève un total de 3 projets pour les disciplines Génie structurel, mécanique et électrique. Elle relève également d'autres critères pour ces 3 projets, notamment un pour le rôle de conformité et deux autres relatifs au volet 2. La conséquence non prévue du respect des critères supplémentaires est que, si un projet (disons structurel) est avancé par un spécialiste comme le projet de conformité représentatif, les experts-conseils dans les domaines mécanique et électrique n'auront pas de projet de conformité. Devrions-nous en avoir 3 par discipline (structurel, mécanique et électrique), soit un total de 9, pour correspondre aux critères supplémentaires?

Réponse n° 49 :

Tel qu'il est stipulé dans l'EPEP, il s'agit d'un total de 3 projets de référence qui comprennent toutes les disciplines citées en référence.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Question n° 50 :

Nous avons une question sur l'admissibilité des projets que nous soumettons pour représenter l'expérience au volet 3. Nous avons complété les spécifications sur le rendement des services d'architecte-conseil pour un projet pertinent pour l'affectation – cependant, la réalisation du projet de construction est toujours en cours. Ce projet est-il admissible pour une prise en considération?

Réponse n° 50 :

Le projet ne satisferait pas à l'exigence obligatoire sur l'expérience du volet 3 (voir l'EPEP 3.1.8 1). Cependant, le projet devrait être pris en considération comme projet coté en vertu de l'EPEP 3.2.3 et devrait être coté selon l'échelle du projet coté 3 (page 17 de 41).

Question n° 51 :

1. L'évaluation de la tarification des services présente une tendance forte vers le coût le plus bas. L'étendue des travaux envisagés par le volet 1 est, de par sa nature, relativement flexible, avec la possibilité pour un proposant – par conception ou par interprétation – de tabler sur des frais fixes très bas en fonction du niveau minimal d'efforts. Nous sommes préoccupés par le fait que le Canada ne recevra pas de propositions envisageant le même niveau d'efforts pour le volet 1 et qu'une proposition de frais fixes très bas pour le volet 1 faussera injustement les résultats. Il semble qu'il y ait une forte incitation à délimiter le travail du volet 1 pour obtenir le coût le plus bas plutôt qu'un prix visant à fournir le niveau d'efforts requis pour offrir au Canada la direction qu'il exige. Le Canada envisagera-t-il un mécanisme permettant d'atténuer ce problème? Par exemple – mettre de côté une proposition de frais d'un niveau inférieur à 25 % du prix moyen.

Réponse n° 51 :

Se reporter à la réponse aux questions 15 et 16.

Question n° 52 :

Nonobstant l'avis selon lequel SPAC se réserve le droit de vérifier les feuilles de temps, nous sommes également préoccupés par le fait que l'évaluation des taux horaires sera faussée en faveur de taux irréalistes. Le Canada envisagera-t-il un mécanisme permettant d'atténuer ce problème? Par exemple, un processus en vertu duquel les taux horaires de l'équipe occupant le rang le plus élevé font l'objet d'une vérification en ce qui concerne le niveau de bénéfice raisonnable avant l'attribution du contrat.

Réponse n° 52 :

Si des taux concurrentiels ne sont pas obtenus grâce au processus concurrentiel, TPSGC se réserve le droit de négocier avec le proposant recommandé.

Question n° 53 :

Dans le document des exigences de présentation, page 2 de 41, vous énumérez les articles ne figurant pas dans la limite de 80 pages. Envisagez-vous d'ajouter des couvertures recto et verso, des pages intercalaires et une table des matières à cette liste?

Réponse n° 53 :

Se reporter à la modification 3 – réponse à la question 6. En outre, les couvertures recto et verso et la table des matières ne compteront pas pour calculer la limite de 80 pages. Voir la révision à la partie 2.

Question n° 54 :

Concernant 3.1.7 Volet 2 Expérience obligatoire, exigence n° 5 : « Le projet a été achevé au nom d'un ministère du gouvernement fédéral ». Pourriez-vous reconsidérer cette exigence pour inclure les projets achevés au nom d'un ministère provincial?

Réponse n° 54 :

Non, l'exigence obligatoire est maintenue.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Question n° 55 :

Concernant le format de la proposition : il n'y a aucune mention de pages onglets/intercalaires entre les sections; accepteriez-vous leur usage et, dans l'affirmative, l'usage de photos en couleur sur les intercalaires? L'usage de papier écologique à haut grammage pour les couvertures et les intercalaires?

Réponse n° 55 :

Se reporter à la modification – Réponse à la question 6. L'usage de papier écologique à haut grammage pour les couvertures et les intercalaires est acceptable.

Question n° 56 :

Concernant 3.4 b) : « Degré de participation dans le rôle proposé ». Pouvez-vous nous dire ce que vous voulez dire?

Réponse n° 56 :

L'objectif est d'être en mesure d'évaluer, sur la base du curriculum vitæ, l'étendue de l'expérience passée de la personne proposée dans le rôle qu'on lui a proposé d'assumer dans le cadre du mandat du contrat.

Question n° 57 :

Sous 3.1.7 Volet 2, Expérience obligatoire, la DP demande au proposant de démontrer « de l'expérience dans la fourniture d'une vaste gamme de services multidisciplinaires d'architecture et de génie ». Cette question signifie-t-elle que le proposant doit avoir été responsable de fournir l'ensemble de ces services ou les services pourraient-ils avoir été livrés par un expert-conseil sous-traitant sous la direction du proposant en tant qu'expert-conseil principal?

Réponse n° 57 :

Voir la révision à la partie 2.

Question° 58 :

Y'a-t-il une politique d'exclusivité ? Est-ce qu'un sous-expert, spécialiste de discipline ou consultant est autorisé à être membre de plusieurs équipes ?

Réponse n° 58 :

Se reporter à la réponse 2 à la modification 4.

Question° 59 :

Où pouvons-nous retrouver les documents de l'Annexe C?

Réponse n° 59 :

La liste de documents de l'Annexe C sera mise à la disposition du soumissionnaire retenu seulement.

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Partie DEUX : RÉVISIONS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

PAR LA PRÉSENTE, LA DP EST MODIFIÉE AFIN DE REFLÉTER LES RÉVISIONS SUIVANTES :

1. Dans les **Exigences de présentation et évaluation des propositions, 3.2 EXIGENCES COTÉES – PROJETS COTÉS PROJETS COMPARABLES EXPÉRIENCE PERTINENTE – PROPOSANT**, après le premier paragraphe de cette section :

INSÉRER :

Le tableau d'acheminement suivant, « Indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB) non résidentiels, Canada » doit servir à calculer la valeur des travaux de construction en « dollars de 2017 » des projets de référence. Source : Tableau 18-10-0135-01 de Statistique Canada – Indice des prix de la construction de bâtiments, par type de bâtiment.

Année	Indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB)
	Canada
2007	84,9
2008	93,6
2009	88,1
2010	87,7
2011	90,9
2012	93,5
2013	94,3
2014	95,6
2015	96,5
2016	97,5
2017	100

Formule de calcul du coût indexé de 2017 :

Coût de construction de 2017 = (100/IPCB année X) x coût de construction à l'année X

Exemple :

Le projet de référence a été achevé en 2009 au coût de 17 457 930 \$

Coût de construction de 2017 = (100/88,1) * 17 457 930 \$ = 19 902 040 \$

2. Dans les **Exigences de présentation et évaluation des propositions, 3.2.3, Projet coté 3 – Réalisation des projets du proposant pertinents pour le volet 3, Projet coté 3, Critère de pertinence, 100 %** :

SUPPRIMER :

La valeur de construction du projet dépasse considérablement 50 millions de dollars (dollars de 2017).

INSÉRER :

La valeur de construction du projet dépasse considérablement 65 millions de dollars (dollars de 2017).

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS**3. Dans Énoncé de projet, Services requis 4, Étape 4 : Élaboration des options, Livrables :****SUPPRIMER :****La section en entier.****INSÉRER :**

SR4	Livable (tous les livrables doivent être fournis en version ébauche et en version finale)	Titre	Format	Langue
Élaboration des options				
1	Trois (3) options de plan conceptuel/soutien des modèles par vues tel qu'indiqué plus haut	Plans conceptuels	Électronique (TPSGC doit préciser le format informatique)	Anglais
2	Cinq exposés présentés dans le cadre de l'atelier	Atelier (exposé adapté à chaque atelier)	PowerPoint	Bilingue
3	Rapport	Rapport sommaire d'options	Électronique	Anglais
Études justificatives				
4	Rapport	Étude des répercussions sur le transport	Électronique	Anglais
5	Rapport	Étude de la gestion de la demande en matière de transports	Électronique	Anglais
6	Rapport	Étude sur l'utilisation des stationnements	Électronique	Anglais
7	Rapport	Conditions géotechniques/stabilité des pentes	Électronique	Anglais
8	Rapport	Étude sur les capacités du site	Électronique	Anglais
9	Rapport	Stratégie de sécurité	Électronique	Anglais
10	Trois exposés présentés dans le cadre de l'atelier pour la stratégie de sécurité	Atelier (exposé adapté à chaque atelier)	PowerPoint	Bilingue
11	Planification	Plan d'aménagement paysager et d'espace ouvert/plan de nivellement et matériel d'aménagement paysager	Électronique (TPSGC doit préciser le format informatique)	Anglais
12	Trois exposés présentés dans le cadre de l'atelier	Atelier (exposé adapté à chaque atelier)	PowerPoint	Bilingue

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

13	Plan	Plan d'espace public	Électronique (TPSGC doit préciser le format informatique)	Anglais
14	Rapport	Lieu de confluence souterrain	Électronique	Anglais
15	Plan	Lieu de confluence souterrain	Électronique (TPSGC doit préciser le format informatique)	Anglais
16	Trois exposés présentés dans le cadre de l'atelier pour le rapport sur le lieu de confluence souterrain	Atelier (exposé adapté à chaque atelier)	PowerPoint	Bilingue
17	Rapport	Accessibilité universelle	Électronique	Anglais
18	Plan	Accessibilité universelle	Électronique (TPSGC doit préciser le format informatique)	Anglais
19	Deux exposés présentés dans le cadre de l'atelier pour le rapport sur l'accessibilité universelle	Atelier (exposé adapté à chaque atelier)	PowerPoint	Bilingue
20	Rapport	Évaluation environnementale stratégique	Électronique	Anglais
21	Ordres du jour et procès-verbaux de réunions		Électronique	Anglais

4. Dans EPEP 4.0 : Évaluation et cotation, Cote technique,**SUPPRIMER :**

La section en entier.

INSÉRER :

Critères	Facteur de pondération	Note brute maximale (NBM)	Note pondérée maximale (NPM)
EXPÉRIENCE DU PROPOSANT			
3.2.1 Projet coté 1 – Réalisations du proposant – Volet 1	3,0	150	450
3.2.2 Projet coté 2 – Réalisations du proposant – Volet 2	3,0	150	450
3.2.3 Projet coté 3 – Réalisations du proposant – Volet 3	3,0	150	450
SOUS-EXPERTS-CONSEILS ET SPÉCIALISTES PRINCIPAUX EXPÉRIMENTÉS			
3.3.1 Projet coté 4 Réalisations des principaux sous-experts-conseils et/ou spécialistes volet 1	1,5	150	225

MODIFICATION N° 007 DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

3.3.2	Projet coté 5 Réalisations des principaux sous-experts-conseils et/ou spécialistes volets 2 et 3	2,0	150	300
EXPÉRIENCE DES PERSONNES CLÉS DE LA DISCIPLINE				
3.4	CT1 Expérience des personnes clés de la discipline dans le cadre de projets antérieurs	3,0	130	390
COMPRÉHENSION DU PROJET				
3.5.1	CT2 Compréhension du projet – Volet 1	1,5	100	150
3.5.2	CT3 Compréhension du projet – Volet 3	1,5	100	150
GESTION DES SERVICES				
3.6.1	CT4 Composition de l'équipe/structure organisationnelle/capacité	1,0	100	100
3.6.2	CT5 GP Approche et méthodologie	1,0	100	100
3.6.3	CT6 Plan de travail et calendrier des travaux	1,0	100	100
TOTAL DES POINTS				2865
COTE TECHNIQUE (CT) = TOTAL DES POINTS DIVISÉ PAR 44,07692				65

5. Dans les Exigences de présentation et évaluation des propositions, 2.2. Exigences spécifiques de présentation des propositions, sous « Les pages suivantes ne font pas partie du maximum de pages susmentionné » :

INSÉRER :

- Page de couverture recto, page de couverture verso et table des matières

6. Dans **Appendice F – Renseignements relatifs aux exigences en matière de sécurité**,

SUPPRIMER :

L'Appendice en entier.

INSÉRER **Appendice F – Renseignements relatifs aux exigences en matière de sécurité** attaché et révisé :

7. Dans les Exigences de présentation et évaluation des propositions, 3.1.7,1 Volet 2 (Services généraux d'architecture et de génie), expérience obligatoire

SUPPRIMER :

3.1.7.1 1. Le projet a été achevé par le proposant à titre d'expert-conseil principal.

INSÉRER :

3.1.7.1 1. Le projet a été achevé par le proposant à titre d'expert-conseil principal, en fournissant les services d'architecture et en dirigeant une équipe d'experts-conseils multidisciplinaire.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE MEURENT INCHANGÉES